

L’Espagnole

Simone Weil

LU AVEC LIREGRATUITEMENT.COM

Livre libre de droits, lisible gratuitement en ligne et en quinze minutes par jour.

01

Premières impressions de la guerre civile.

On croirait difficilement que Barcelone est la capitale d'une région en pleine guerre civile. Quand on a connu Barcelone en temps de paix, et qu'on débarque à la gare, on n'a pas l'impression d'un changement. Les formalités ont eu lieu à Port-Bou ; on sort de la gare de Barcelone comme un touriste quelconque, on déambule le long de ces rues heureuses. Les cafés sont ouverts, quoique moins fréquentés que d'habitude ; les magasins aussi. La monnaie joue toujours le même rôle. S'il n'y avait pas si peu de police et tant de gamins avec des fusils, on ne remarquerait rien du tout. Il faut un certain temps pour se rendre compte que c'est bien la Révolution, et que ces périodes historiques sur lesquelles on lit des livres, qui ont fait rêver depuis l'enfance, 1792, 1871, 1917, on est en train d'en vivre une, ici. Puisse-t-elle avoir des effets plus heureux.

Rien n'est changé, effectivement, sauf une petite chose : le pouvoir est au peuple. Les hommes en bleu commandent. C'est à présent une de ces périodes extraordinaires, qui jusqu'ici n'ont pas duré, où ceux qui ont toujours obéi prennent les responsabilités. Cela ne va pas sans inconvénients, c'est sûr. Quand on donne à des gamins de dix-sept ans des fusils chargés au milieu d'une population désarmée…

Mil. com. reg. C.N.T. — 5 ouvr. bâtim. — com. lib. « pas tout de suite, dans un ou deux mois ».

Conversation avec les paysans de Pina :

S'ils sont d'accord pour tout cultiver ensemble ?

1 réponse (à plusieurs reprises) : on fera ce que dira le comité.

Vieux : oui — à condition qu'on lui donne tout ce qu'il lui faut — qu'il ne soit pas tout le temps embêté, comme maintenant, pour payer charpentier, médecin…

Un autre : il faut voir comment ça marchera…

S'ils aiment mieux cultiver ensemble que partager ? — Oui (pas très catégorique).

Comment ils vivaient ? — Travailler jour et nuit, et manger très mal. La plupart ne savent pas lire. Les enfants vont en place. Une petite de quatorze ans qui travaille depuis deux ans, fait la lessive (ils ont un bon rire en racontant tout ça). Gagnent 20 pes. par mois (une fille de vingt ans), 17, 16… Vont pieds nus.

Riches propriétaires de Saragosse.

Le curé. — On n'avait rien pour faire l'aumône, mais on donnait des volailles au curé. — Aimé ? — Oui, par beaucoup. — Pourquoi ? Pas de réponse claire.

Ceux qui nous parlaient n'avaient jamais été à la messe. (Tout âge…) S'il y avait beaucoup de haine contre les riches ? — Oui, mais encore plus entre pauvres.

Si cet état de choses ne peut pas gêner le travail en commun ? — Non, puisqu'il n'y aura plus d'inégalité.

Si on travaillera tous pareil ? — Celui qui ne travaillera pas assez devra être forcé. Seuls ceux qui travailleront mangeront.

Si la vie des villes vaut mieux que celle des champs ? — Deux fois mieux. Travaillent moins. Mieux habillés, distractions, etc. Ouvriers des villes plus au courant des choses… Un des leurs parti travailler en ville est revenu après trois mois avec des habits neufs.

Si on jalouse la ville ? — On ne s'occupe pas…

Service militaire : un an. Ils ne pensent qu'à retourner chez eux. — Pourquoi ? — Mangent mal. Fatigue. Discipline. Coups (si on ripostait, fusillé). Coups avec la main, crosse de fusil, etc. Les riches le font dans d'autres conditions.

S'il faut le supprimer ? — Oui, ça vaudrait autant.

Ceux qui étaient pour le curé n'ont pas changé d'avis, mais se taisent.

Régime : payent rente à propriétaire.

Beaucoup chassés parce qu'incapables de payer rente. Doivent se faire ouvriers agricoles à deux pesetas par jour.

Sentiment d'infériorité assez vif.

(Garde civile — gardes d'assaut — paysans.) Sevillan.

Discours de Durruti aux paysans : Suis un travailleur. Quand tout sera fini, j'irai travailler à l'usine.

Ordres : ne pas manger ni coucher chez les paysans. Obéir au « technicien militaire ». Discussion violente.

Organisation : délégués élus. Sans compétence. Sans autorité. Ne font pas respecter l'autorité du technicien militaire.

Paysan se plaint au type d'Oran (Marquet) que les sentinelles s'endorment.

Camarade échappé de Saragosse. Prop. d'expédition. Sevillan. Celui qui veut rester avec son ami. Celui qui veut rendre ses armes.

300 hommes non armés envoyés de Lérida. Cinq canons « prêtés » à la colonne de Huesca (i.e. envoyés de Lérida avec consentement de Durruti). Garcia Oliver parti en avion à Valence. Officier disparu. Coordination télégraphistes-téléphonistes.

S. annoncés : 2 000 h. armés, esc. de cavalerie, 2 [?] batteries de 15, 2 tanks de montagne.

Conversation téléph. Durruti-Santillan. Prise Quinto coûterait 1 200 h. (?) sans canons. Avec canons on peut aller aux portes de Saragosse.

Très énergique : On peut bombarder Saragosse.

[Vx type : « Si, Señor… »]

On déménage le Q.G. à la maison de paysans en face de laquelle il y a tant de blé (un drôle de déménagement !). Dans la matinée, voiture pour Pina. Les deux petits fiancés qui se bécotent au volant. Trouvé le groupe installé dans l'école. Magnifique. (Manuels patriotiques…) (L'hôpital est là aussi.) On mange chez les mêmes paysans (au 18). On me donne un fusil : beau petit mousqueton. Dans l'après-midi, on bombarde vaguement. J'écris à Boris : « Pas encore entendu un coup de fusil. » (Vrai, sauf exercice de tir…) Aussitôt boum !… fracas terrible. « L'aviation bombarde. » On sort avec les fusils. Ordre : dans le maïs. Cou-

chés. Je me couche en pleine boue pour tirer en l'air. Au bout de quelques minutes on se lève. Avions bien trop haut pour tirer. Salve de balles de la moitié des Espagnols. Un tire horizontalement vers le fleuve. (Quelques-uns tirent au revolver ?) On va trouver bombe. Minuscule. Dégâts dans 1/2 m de rayon. N'ai pas été émue du tout.

Encore des paysans oisifs sur la place, mais beaucoup moins.

Louis Berthomieux (délégué) : « On passe le fleuve. » Il s'agit d'aller brûler trois cadavres ennemis. On passe en barque (un quart d'h. de discussions…) On cherche. — Un cadavre en bleu, dévoré, horrible. On le brûle. Les autres cherchent ce qui reste. Nous, on se repose. On parle de coup de main. On laisse le gros de la troupe retraverser. Puis on décide (?) de remettre le coup de main au lendemain. On revient vers le fleuve, sans se cacher beaucoup. On voit une maison. Pascual (du comité de guerre) : « On va chercher des melons. » (Très sérieusement !) On va par la brousse. Chaleur, un peu d'angoisse. Je trouve ça idiot. Tout à coup, je comprends qu'on va en expédition (sur la maison). Là, suis très émue (j'ignore l'utilité de la chose, et je sais que si on est pris on est fusillé). On se partage en deux groupes. Délégué, Ridel et trois Allemands vont à plat ventre jusqu'à la maison. Nous, dans les fossés (après coup le délégué nous engueule : on aurait dû aller jusqu'à la maison). On attend. On entend parler… Tension épuisante. On voit les copains revenir sans se cacher, on les rejoint, on repasse le fleuve tranquillement. La fausse manœuvre aurait pu leur coûter la vie. Pascual est le responsable. (Carpentier, Giral avec nous.)

On couche dans la paille (deux bottes dans un coin, et bonne couverture). L'infirmier qui veut faire éteindre la lumière se fait

engueuler.

Cette expédition est la première et la seule fois que j'aie eu peur pendant ce séjour à Pina.

Des tas de projets pour l'autre côté du fleuve. Vers la fin de la matinée, on décide d'y passer au milieu de la nuit, nous le « groupe », pour tenir quelques jours jusqu'à l'arrivée de la colonne de Sastano. La journée se passe en démarches. Question angoissante : celle des fusils mitrailleurs. Le comité de guerre de Pina les refuse. En fin de compte, grâce au colonel italien chef de la « Banda Negra », on se débrouille pour en avoir un — puis deux. On ne les essaie pas.

C'est le colonel qui nous a proposé le premier d'aller là-bas, mais en fin de compte mission officielle du comité de guerre de Pina.

Volontaires, bien sûr. La veille au soir, Berthomieux nous a réunis au 18, demandé notre avis. Silence complet. Il insiste pour qu'on dise ce qu'on pense. Encore un silence. Puis Ridel : « Ben quoi, on est tous d'accord. » Et c'est tout.

On se couche. Infirmier qui veut éteindre… Je couche habillée. Ne dors guère. Lever à 2 h 1/2. Mon sac est fait. Émotion : lunettes. Partage des charges (moi : carte, une bassine). Ordre. On chemine sans parler. Un peu émue quand même. Traversée en deux fois. Pour nous Louis s'énerve, crie (s'ils sont là…). On débarque. On attend. Le jour apparaît un peu. L'Allemand va faire le jus. Louis découvre la hutte, y fait porter les affaires, m'y envoie. J'y reste un peu, puis vais prendre le jus à mon tour. Louis a installé les gardes. On travaille tout de suite à aménager la cuisine et la hutte, barricader pour pas être vus. Pendant ce temps,

les autres vont à la maison. Y trouvent une famille, et un petit gars de 17 ans (beau !). Renseignements : on nous a vus, à l'autre reconnaissance. Ils avaient gardé la rive. Retiré les gardes à notre arrivée. 112 h. Le lieutenant a juré de nous avoir. Reviennent. Je traduis ces renseignements aux Allemands. Ils demandent : « On repasse le fleuve ? — Non, on reste, bien sûr. » (On va à Pina téléphoner à Durruti ?) Ordre : retourner ramener la famille de paysans. (Pendant tout ça, le copain allemand promu cuisinier râle parce qu'il n'y a ni sel, ni huile, ni légumes.) Berthomieux, furieux (c'est dangereux de retourner encore une fois à la maison), rassemble expédition. Me dit : « Toi, à la cuisine ! » Je n'ose pas protester. D'ailleurs, cette expédition ne me va qu'à moitié… Je les regarde partir avec angoisse… (au fond, d'ailleurs, je suis presque autant en danger). On prend nos fusils, on attend. Bientôt l'Allemand propose d'aller au petit retranchement sous l'arbre occupé par Ridel et Carpentier (ils sont de l'expédition, bien entendu). On s'y couche, à l'ombre, avec les fusils (non armés). On attend. De temps à autre, l'Allemand laisse échapper un soupir. Il a peur, visiblement. Moi pas. Mais comme tout, autour de moi, existe intensément ! Guerre sans prisonniers. Si on est pris, on est fusillé. Les copains reviennent. Un paysan, son fils et le petit gars… Fontana lève le poing en regardant les garçons. Le fils répond visiblement à contrecœur. Contrainte cruelle… Le paysan retourne chercher sa famille. On revient à ses places respectives. Reconnaissance aérienne. Se planquer. Louis gueule contre les imprudences. Je m'étends sur le dos, je regarde les feuilles, le ciel bleu. Jour très beau. S'ils me prennent, ils me tueront… Mais c'est mérité. Les nôtres ont versé assez de sang. Suis moralement complice. Calme complet. On se regroupe — puis ça recommence. Me planque dans la hutte. On bombarde. Sors pour aller

vers fusil mitrailleur. Louis dit : « Faut pas avoir peur (!). » Me fait aller avec l'Allemand dans la cuisine, nos fusils à l'épaule. On attend. Enfin vient la famille du paysan (trois filles, un garçon de huit ans), tous épouvantés (on bombarde pas mal). S'apprivoisent un peu. Très craintifs. Préoccupés du bétail laissé à la ferme (on finira par le leur ramener à Pina). Évidemment pas sympathisants.

Retour brusque des miliciens de Mayorque. Rien que pour Sitges, dix morts. (On ne le savait pas.) Expédition punitive, la nuit, en auto, pour tuer dix « fascistes ». On en fait autant la nuit suivante. Des gens s'enfuient (le boulanger qui fournit l'hôtel…).

Histoires de C. : Lérida. Colonne de Garcia Oliver, malgré la C.N.T. de Lérida, brûle la cathédrale (pleine de valeurs, d'or, de trésors artistiques) et massacre vingt personnes dans la prison, où ils pénètrent de force.

Infirmier de la colonne du P.O.U.M. (étudiant en médecine). Ramène en auto à Lérida un blessé atteint de gangrène à la jambe. Prétend (faussement) qu'il n'y a pas de place à Lérida, et donne ordre au chauffeur de continuer sur [?]. À six kilomètres de Lérida, panne. L'infirmier retourne à Lérida en emportant la « documentation », abandonnant l'auto sur la route. Chauffeur italien, ne sait pas l'espagnol. [Espagnols] sur le point de lui faire un mauvais parti, quand par hasard un camion du P.O.U.M. passe. Infirmier, huit jours de prison.

Avion de bombardement abandonné par avion de chasse qui l'accompagnait (mitrailleuses enrayées)…

Berthollet m'avait dit qu'il y régnait le communisme libertaire. En fait, on n'a pas supprimé la monnaie, même un jour. Ni col-

lectivisé les champs. Les paysans (rabassaires) ne paient pas la rente (…), un point c'est tout. On collectivisera d'ici l'an prochain (?). Un grand magasin dont le patron a été fusillé. Collectivisé ? « On est en train. » Des tas de petites usines (huit à dix ouvriers), mécanique, etc. Patrons y travaillent comme ouvriers. Collectivisées ou coopératives (différence ?). Le Comité du Front populaire (C.N.T., P.O.U.M., Esquerra) leur a commandé et payé un camion blindé. Ressources : impôt de guerre, comptes en banque des réactionnaires. « On n'a pas tué les réactionnaires, on les fait payer. » La Esquerra et la Lliga avaient presque la même force. « Qu'est-ce qu'on a fait aux militants de la Lliga ? — Rien, ils ont adhéré à la C.N.T. » (!!!) (C'étaient les petits patrons devenus ouvriers.) On a fait une trentaine d'exécutions : le curé et de grands propriétaires. « Fascistes ? — Non, fascistes de fait », i.e. vaches.

Roanna. C'est lui qui a tué B. (bon travail !). 50 h. à Lérida (le premier jour) (?). À Siétamo, chauffeur de tank arrive avec douze heures de retard, qui ne voulait pas avancer et par la faute de qui un copain a été blessé.

Santillan voulait tuer les soldats prisonniers. Louis lui dit que s'il les fusille, on le fusillera après. Il se tient tranquille.

Avant, encore à Pina — des Espagnols du groupe international, ont participé à une exécution à Pina (le notaire, revenu). On parle de les expulser du groupe. Louis furieux. On décide que le groupe ne participera pas à des expéditions.

9 délégués. 4 permanents. 5 font demi-journée d'ouvriers. Salaires d'ouvriers.

17 à 19 pesetas. 40 heures + 16 heures gratuites. Contribution volontaire de 12 pesetas. C.N.T. à 98 %.

Bombes, etc. — Locomotives.

Capital espagnol et allemand. Directeur a emporté le fric (12 millions).

Dessins d'art, trouvés dans les archives. Ouvriers ayant travaillé dans fabriques de munitions en France. Primes supprimées. « On travaille plus. »

(Fusillé directeur, 4 ouvriers.)

Conditions morales très mauvaises.

Comité exécutif de 8 membres (6 ouvriers, 2 des bureaux) plus un président (bureaux). Ces 8 se sont emparés de l'usine, ont fait venir les ouvriers, se sont nommés eux-mêmes. Se sont fait plébisciter.

Chefs subalternes conservés. Certains changés cette semaine seulement (incapacité).

Comité de techniciens. Au début, 3 chefs d'ateliers. Depuis plus nombreux. Suggestions reçues par la voie hiérarchique.

Cars blindés improvisés. Depuis, perfectionnés peu à peu.

(Heures de travail : de 9 à 12 h., de 2 à 5 h.)

Discipline — renvois de mauvais éléments (mauvais camarades). Admonestations aux ouvriers indisciplinés. Amendes pour retards. Pas de malfaçons.

Primes supprimées. « On travaille plus. »

Soli du vendredi… août. Résoudre la crise en abaissant le coût de la production. Moyens de l'abaisser. Ressources naturelles de

l'Espagne non exploitées. Petites entreprises. Échanges.

Travaillent pas, mais payés. Pourquoi ne travaillent pas ? À cause du trust de la potasse, par lequel il faut passer.

« Mimi : échanges avec les paysans huile-essence (en pesetas, p. reçoivent 1/2 de ce qu'ils donnent). »

02

Que se passe-t-il en Espagne ? Chacun, là-dessus, a son mot à dire, ses histoires à raconter, un jugement à prononcer. C'est la mode, actuellement, d'aller faire un tour là-bas, voir un bout de révolution et de guerre civile, et revenir avec des articles plein sa plume. On ne peut plus ouvrir un journal ou une revue sans y trouver des récits d'événements d'Espagne. Comment tout cela ne serait-il pas superficiel ? Tout d'abord une transformation sociale ne peut être correctement appréciée qu'en fonction de ce qu'elle apporte à la vie quotidienne de chacun de ceux qui composent le peuple. Il n'est pas facile de pénétrer dans cette vie quotidienne. D'ailleurs chaque jour amène du nouveau. Et puis la contrainte et la spontanéité, la nécessité et l'idéal se mêlent de manière à apporter une confusion inextricable non seulement dans les faits, mais encore dans la conscience même des acteurs et spectateurs du drame. C'est même là le caractère essentiel et peut-être le plus grand mal de la guerre civile. C'est aussi la première conclusion qu'on peut tirer d'un examen rapide des événements espagnols, et ce qu'on sait de la révolution russe ne le confirme que trop. Il n'est pas vrai que la révolution corresponde automatiquement à une conscience plus haute, plus intense et

plus claire du problème social. C'est le contraire qui est vrai, du moins quand la révolution prend la forme de la guerre civile. Dans la tourmente de la guerre civile, les principes perdent toute commune mesure avec les réalités, toute espèce de critérium en fonction duquel on puisse juger les actes et les institutions disparaît, et la transformation sociale est livrée au hasard. Comment pouvoir rapporter quelque chose de cohérent, après un court séjour et des observations fragmentaires ? Tout au plus si on peut exprimer quelques impressions, tirer au clair quelques leçons.

03

Quelque ridicule qu'il y ait à écrire à un écrivain, qui est toujours, par la nature de son métier, inondé de lettres, je ne puis m'empêcher de le faire après avoir lu Les Grands cimetières sous la lune. Non que ce soit la première fois qu'un livre de vous me touche ; le Journal d'un curé de campagne est à mes yeux le plus beau, du moins de ceux que j'ai lus, et véritablement un grand livre. Mais si j'ai pu aimer d'autres de vos livres, je n'avais aucune raison de vous importuner en vous l'écrivant. Pour le dernier, c'est autre chose ; j'ai eu une expérience qui répond à la vôtre, quoique bien plus brève, moins profonde, située ailleurs et éprouvée, en apparence — en apparence seulement —, dans un tout autre esprit.

Je ne suis pas catholique, bien que — ce que je vais dire doit sans doute sembler présomptueux à tout catholique, de la part d'un non-catholique, mais je ne puis m'exprimer autrement — bien que rien de catholique, rien de chrétien ne m'ait jamais paru étranger. Je me suis dit parfois que si seulement on affichait aux

portes des églises que l'entrée est interdite à quiconque jouit d'un revenu supérieur à telle ou telle somme, peu élevée, je me convertirais aussitôt. Depuis l'enfance, mes sympathies se sont tournées vers les groupements qui se réclamaient des couches méprisées de la hiérarchie sociale, jusqu'à ce que j'aie pris conscience que ces groupements sont de nature à décourager toutes les sympathies. Le dernier qui m'ait inspiré quelque confiance, c'était la C.N.T. espagnole. J'avais un peu voyagé en Espagne — assez peu — avant la guerre civile, mais assez pour ressentir l'amour qu'il est difficile de ne pas éprouver envers ce peuple ; j'avais vu dans le mouvement anarchiste l'expression naturelle de ses grandeurs et de ses tares, de ses aspirations les plus et les moins légitimes. La C.N.T., la F.A.I. étaient un mélange étonnant, où on admettait n'importe qui, et où, par suite, se coudoyaient l'immoralité, le cynisme, le fanatisme, la cruauté, mais aussi l'amour, l'esprit de fraternité, et surtout la revendication de l'honneur si belle chez des hommes humiliés ; il me semblait que ceux qui venaient là animés par un idéal l'emportaient sur ceux que poussait le goût de la violence et du désordre. En juillet 1936, j'étais à Paris. Je n'aime pas la guerre ; mais ce qui m'a toujours fait le plus horreur dans la guerre, c'est la situation de ceux qui se trouvent à l'arrière. Quand j'ai compris que, malgré mes efforts, je ne pouvais m'empêcher de participer moralement à cette guerre, c'est-à-dire de souhaiter tous les jours, toutes les heures, la victoire des uns, la défaite des autres, je me suis dit que Paris était pour moi l'arrière, et j'ai pris le train pour Barcelone dans l'intention de m'engager. C'était au début d'août 1936.

Un accident m'a fait abréger par force mon séjour en Espagne. J'ai été quelques jours à Barcelone ; puis en pleine campagne aragonaise, au bord de l'Èbre, à une quinzaine de kilomètres de

Saragosse, à l'endroit même où récemment les troupes de Yaguë ont passé l'Èbre ; puis dans le palace de Sitgès transformé en hôpital ; puis de nouveau à Barcelone ; en tout à peu près deux mois. J'ai quitté l'Espagne malgré moi et avec l'intention d'y retourner ; par la suite, c'est volontairement que je n'en ai rien fait. Je ne sentais plus aucune nécessité intérieure de participer à une guerre qui n'était plus, comme elle m'avait paru être au début, une guerre de paysans affamés contre les propriétaires terriens et un clergé complice des propriétaires, mais une guerre entre la Russie, l'Allemagne et l'Italie.

J'ai reconnu cette odeur de guerre civile, de sang et de terreur que dégage votre livre ; je l'avais respirée. Je n'ai rien vu ni entendu, je dois le dire, qui atteigne tout à fait l'ignominie de certaines des histoires que vous racontez, ces meurtres de vieux paysans, ces ballilas faisant courir des vieillards à coups de matraques. Ce que j'ai entendu suffisait pourtant. J'ai failli assister à l'exécution d'un prêtre ; pendant les minutes d'attente, je me demandais si j'allais regarder simplement, ou me faire fusiller moi-même en essayant d'intervenir ; je ne sais pas encore ce que j'aurais fait si un hasard heureux n'avait empêché l'exécution.

Combien d'histoires se pressent sous ma plume… Mais ce serait trop long ; et à quoi bon ? Une seule suffira. J'étais à Sitgès quand sont revenus, vaincus, les miliciens de l'expédition de Majorque. Ils avaient été décimés. Sur quarante jeunes garçons partis de Sitgès, neuf étaient morts. On ne le sut qu'au retour des trente et un autres. La nuit même qui suivit, on fit neuf expéditions punitives, on tua neuf fascistes ou soi-disant tels, dans cette petite ville où, en juillet, il ne s'était rien passé. Parmi ces neuf, un boulanger d'une trentaine d'années, dont le crime était, m'a-t-

on dit, d'avoir appartenu à la milice des « somaten » ; son vieux père, dont il était le seul enfant et le seul soutien, devint fou. Une autre encore : en Aragon, un petit groupe international de vingt-deux miliciens de tous pays prit, après un léger engagement, un jeune garçon de quinze ans, qui combattait comme phalangiste. Aussitôt pris, tout tremblant d'avoir vu tuer ses camarades à ses côtés, il dit qu'on l'avait enrôlé de force. On le fouilla, on trouva sur lui une médaille de la Vierge et une carte de phalangiste ; on l'envoya à Durruti, chef de la colonne, qui, après lui avoir exposé pendant une heure les beautés de l'idéal anarchiste, lui donna le choix entre mourir et s'enrôler immédiatement dans les rangs de ceux qui l'avaient fait prisonnier, contre ses camarades de la veille. Durruti donna à l'enfant vingt-quatre heures de réflexion ; au bout de vingt-quatre heures, l'enfant dit non et fut fusillé. Durruti était pourtant à certains égards un homme admirable. La mort de ce petit héros n'a jamais cessé de me peser sur la conscience, bien que je ne l'aie apprise qu'après coup. Ceci encore : dans un village que rouges et blancs avaient pris, perdu, repris, reperdu je ne sais combien de fois, les miliciens rouges, l'ayant repris définitivement, trouvèrent dans les caves une poignée d'êtres hagards, terrifiés et affamés, parmi lesquels trois ou quatre jeunes hommes. Ils raisonnèrent ainsi : si ces jeunes hommes, au lieu d'aller avec nous la dernière fois que nous nous sommes retirés, sont restés et ont attendu les fascistes, c'est qu'ils sont fascistes. Ils les fusillèrent donc immédiatement, puis donnèrent à manger aux autres et se crurent très humains. Une dernière histoire, celle-ci de l'arrière : deux anarchistes me racontèrent une fois comment, avec des camarades, ils avaient pris deux prêtres ; on tua l'un sur place, en présence de l'autre, d'un coup de revolver, puis on dit à l'autre qu'il pouvait s'en aller.

Quand il fut à vingt pas, on l'abattit. Celui qui me racontait l'histoire était très étonné de ne pas me voir rire.

À Barcelone, on tuait en moyenne, sous forme d'expéditions punitives, une cinquantaine d'hommes par nuit. C'était proportionnellement beaucoup moins qu'à Majorque, puisque Barcelone est une ville de près d'un million d'habitants ; d'ailleurs il s'y était déroulé pendant trois jours une bataille de rues meurtrière. Mais les chiffres ne sont peut-être pas l'essentiel en pareille matière. L'essentiel, c'est l'attitude à l'égard du meurtre. Je n'ai jamais vu, ni parmi les Espagnols, ni même parmi les Français venus soit pour se battre, soit pour se promener — ces derniers le plus souvent des intellectuels ternes et inoffensifs — je n'ai jamais vu personne exprimer même dans l'intimité de la répulsion, du dégoût ou seulement de la désapprobation à l'égard du sang inutilement versé. Vous parlez de la peur. Oui, la peur a eu une part dans ces tueries ; mais là où j'étais, je ne lui ai pas vu la part que vous lui attribuez. Des hommes apparemment courageux — il en est un au moins dont j'ai de mes yeux constaté le courage — au milieu d'un repas plein de camaraderie, racontaient avec un bon sourire fraternel combien ils avaient tué de prêtres ou de « fascistes » — terme très large. J'ai eu le sentiment, pour moi, que lorsque les autorités temporelles et spirituelles ont mis une catégorie d'êtres humains en dehors de ceux dont la vie a un prix, il n'est rien de plus naturel à l'homme que de tuer. Quand on sait qu'il est possible de tuer sans risquer ni châtiment ni blâme, on tue ; ou du moins on entoure de sourires encourageants ceux qui tuent. Si par hasard on éprouve d'abord un peu de dégoût, on le tait et bientôt on l'étouffe de peur de paraître manquer de virilité. Il y a là un entraînement, une ivresse à laquelle il est impossible de résister sans une force d'âme qu'il me faut bien croire excep-

tionnelle, puisque je ne l'ai rencontrée nulle part. J'ai rencontré en revanche des Français paisibles, que jusque-là je ne méprisais pas, qui n'auraient pas eu l'idée d'aller eux-mêmes tuer, mais qui baignaient dans cette atmosphère imprégnée de sang avec un visible plaisir. Pour ceux-là je ne pourrai jamais avoir à l'avenir aucune estime.

Une telle atmosphère efface aussitôt le but même de la lutte. Car on ne peut formuler le but qu'en le ramenant au bien public, au bien des hommes — et les hommes sont de nulle valeur. Dans un pays où les pauvres sont, en très grande majorité, des paysans, le mieux-être des paysans doit être un but essentiel pour tout groupement d'extrême-gauche ; et cette guerre fut peut-être avant tout, au début, une guerre pour et contre le partage des terres. Eh bien, ces misérables et magnifiques paysans d'Aragon, restés si fiers sous les humiliations, n'étaient même pas pour les miliciens un objet de curiosité. Sans insolences, sans injures, sans brutalité — du moins je n'ai rien vu de tel, et je sais que vol et viol, dans les colonnes anarchistes, étaient passibles de la peine de mort — un abîme séparait les hommes armés de la population désarmée, un abîme tout à fait semblable à celui qui sépare les pauvres et les riches. Cela se sentait à l'attitude toujours un peu humble, soumise, craintive des uns, à l'aisance, la désinvolture, la condescendance des autres.

On part en volontaire, avec des idées de sacrifice, et on tombe dans une guerre qui ressemble à une guerre de mercenaires, avec beaucoup de cruautés en plus et le sens des égards dus à l'ennemi en moins.

Je pourrais prolonger indéfiniment de telles réflexions, mais il faut se limiter. Depuis que j'ai été en Espagne, que j'entends, que

je lis toutes sortes de considérations sur l'Espagne, je ne puis citer personne, hors vous seul, qui, à ma connaissance, ait baigné dans l'atmosphère de la guerre espagnole et y ait résisté. Vous êtes royaliste, disciple de Drumont — que m'importe ? Vous m'êtes plus proche, sans comparaison, que mes camarades des milices d'Aragon — ces camarades que, pourtant, j'aimais.

Ce que vous dites du nationalisme, de la guerre, de la politique extérieure française après la guerre m'est également allé au cœur. J'avais dix ans lors du traité de Versailles. Jusque-là j'avais été patriote avec toute l'exaltation des enfants en période de guerre. La volonté d'humilier l'ennemi vaincu, qui déborda partout à ce moment (et dans les années qui suivirent) d'une manière si répugnante, me guérit une fois pour toutes de ce patriotisme naïf. Les humiliations infligées par mon pays me sont plus douloureuses que celles qu'il peut subir.

Je crains de vous avoir importuné par une lettre aussi longue. Il ne me reste qu'à vous exprimer ma vive admiration.

S. Weil.

P.-S. — C'est machinalement que je vous ai mis mon adresse. Car, d'abord, je pense que vous devez avoir mieux à faire que de répondre aux lettres. Et puis je vais passer un ou deux mois en Italie, où une lettre de vous ne me suivrait peut-être pas sans être arrêtée au passage.

04

Je vais, je le sais, choquer, scandaliser beaucoup de bons camarades. Mais quand on se réclame de la liberté, on doit avoir le courage de dire ce qu'on pense, même si on doit déplaire.

Tous nous suivons jour par jour, anxieusement, avec angoisse, la lutte qui se déroule de l'autre côté des Pyrénées. Nous tâchons d'aider les nôtres. Mais cela n'empêche pas, ne dispense pas de tirer les leçons d'une expérience que tant d'ouvriers, de paysans paient là-bas de leur sang.

On a déjà eu en Europe une expérience de ce genre, payée de beaucoup de sang elle aussi. C'est l'expérience russe. Lénine, là-bas, avait publiquement revendiqué un État où il n'y aurait ni armée, ni police, ni bureaucratie distinctes de la population. Une fois au pouvoir, lui et les siens se sont mis, à travers une longue et douloureuse guerre civile, à construire la machine bureaucratique, militaire et policière la plus lourde qui ait jamais pesé sur un malheureux peuple.

Lénine était le chef d'un parti politique, d'une machine à prendre et à exercer le pouvoir. On a pu mettre en doute sa bonne foi et celle de ses compagnons ; on a pu du moins penser qu'il y avait contradiction entre les buts définis par Lénine et la nature d'un parti politique. Mais on ne saurait mettre en doute la bonne foi de nos camarades libertaires de Catalogne. Cependant que voyons-nous là-bas ? Là aussi, hélas, nous voyons se produire des formes de contrainte, des cas d'inhumanité directement contraires à l'idéal libertaire et humanitaire des anarchistes. Les nécessités, l'atmosphère de la guerre civile l'em-

portent sur les aspirations que l'on cherche à défendre au moyen de la guerre civile.

Nous haïssons, ici, la contrainte militaire, la contrainte policière, la contrainte dans le travail, le mensonge répandu par la presse, la T.S.F., tous les moyens de diffusion. Nous haïssons les différenciations sociales, l'arbitraire, la cruauté.

Eh bien ! il y a, là-bas, contrainte militaire. Malgré l'afflux de volontaires, on a décrété la mobilisation. Le conseil de défense de la Généralité, où nos camarades de la F.A.I. ont quelques-uns des postes dirigeants, vient de décréter l'application aux milices de l'ancien code militaire.

Il y a contrainte dans le travail. Le conseil de la Généralité, où nos camarades détiennent les ministères économiques, vient de décréter l'obligation, pour les ouvriers, d'effectuer autant d'heures supplémentaires non payées qu'il serait jugé nécessaire. Un autre décret prévoit que les ouvriers qui ne produiraient pas à une cadence suffisante seront considérés comme factieux et traités comme tels ; ce qui signifie, tout simplement, l'application de la peine de mort dans la production industrielle.

Quant à la contrainte policière, la police d'avant le 19 juillet a perdu presque tout son pouvoir. En revanche, pendant les trois premiers mois de la guerre civile, les comités d'investigation, les militants responsables, et, trop souvent, des individus irresponsables ont fusillé sans le moindre simulacre de jugement, et par suite sans aucune possibilité de contrôle syndical ou autre. C'est seulement il y a quelques jours qu'on a institué des tribunaux populaires destinés à juger les factieux ou présumés factieux. Il est trop tôt encore pour savoir quel effet aura cette réforme.

Le mensonge organisé existe, lui aussi, depuis le 19 juillet…

05

On commençait à s'accoutumer à entendre certains de nos camarades chanter la Marseillaise ; mais depuis la guerre d'Espagne, c'est de tous côtés qu'on entend des paroles qui nous rajeunissent, hélas ! de vingt-deux ans. Il paraîtrait que, cette fois-ci, on mettrait sac au dos pour le droit, la liberté et la civilisation, sans compter que ce serait, bien entendu, la dernière des guerres. Il est question aussi de détruire le militarisme allemand, et de défendre la démocratie aux côtés d'une Russie dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est pas un État démocratique. À croire qu'on a inventé la machine à parcourir le temps…

Seulement cette fois-ci il y a l'Espagne, il y a une guerre civile. Il ne s'agit plus pour certains camarades de transformer la guerre internationale en guerre civile, mais la guerre civile en guerre internationale. On entend même parler de « guerre civile internationale ». Il paraît qu'en s'efforçant d'éviter cet élargissement de la guerre, on fait preuve d'une honteuse lâcheté. Une revue qui se réclame de Marx a pu parler de la « politique de la fesse tendue ».

De quoi s'agit-il ? De prouver à soi-même qu'on n'est pas un lâche ? Camarades, on engage pour l'Espagne. La place est libre. On vous trouvera bien quelques fusils là-bas… Ou de défendre un idéal ? Alors, camarades, posez-vous cette question : est-ce qu'aucune guerre peut amener dans le monde plus de justice, plus de liberté, plus de bien-être ? L'expérience a-t-elle été faite,

ou non ? Chaque génération va-t-elle la recommencer ? Combien de fois ?

Mais, dira-t-on, il n'est pas question de faire la guerre. Qu'on parle ferme, et les puissances fascistes reculeront.

Singulier manque de logique ! Le fascisme, dit-on, c'est la guerre. Qu'est-ce à dire, sinon que les États fascistes ne reculeront pas devant les désastres indicibles que provoquerait une guerre ? Au lieu que nous, nous reculons. Oui, nous reculons et nous reculerons devant la guerre. Non pas parce que nous sommes des lâches. Encore une fois, libre à tous ceux qui craignent de passer pour lâches à leurs propres yeux d'aller se faire tuer en Espagne. S'ils allaient sur le front d'Aragon, par exemple, ils y rencontreraient peut-être, le fusil à la main, quelques Français pacifistes et qui sont restés pacifistes. Il ne s'agit pas de courage ou de lâcheté, il s'agit de peser ses responsabilités et de ne pas prendre celle d'un désastre auquel rien ne saurait se comparer.

Il faut en prendre son parti. Entre un gouvernement qui ne recule pas devant la guerre et un gouvernement qui recule devant elle, le second sera ordinairement désavantagé dans les négociations internationales. Il faut choisir entre le prestige et la paix. Et qu'on se réclame de la patrie, de la démocratie ou de la révolution, la politique de prestige, c'est la guerre. Alors ? Alors il serait temps de se décider : ou fleurir la tombe de Poincaré, ou cesser de nous exhorter à faire les matamores. Et si le malheur des temps veut que la guerre civile devienne aujourd'hui une guerre comme une autre, et presque inévitablement liée à la guerre internationale, on n'en peut tirer qu'une conclusion : éviter aussi la guerre civile.

Nous sommes quelques-uns qui jamais, en aucun cas, n'irons fleurir la tombe de Poincaré.

06

La politique de neutralité à l'égard de l'Espagne suscite des polémiques si passionnées qu'on néglige de remarquer quel précédent formidable elle constitue en matière de politique internationale.

Dans l'ensemble, la classe ouvrière française semble avoir approuvé les efforts accomplis par Léon Blum pour sauvegarder la paix. Mais le moins qu'on puisse lui demander, c'est de ne les approuver que conditionnellement. Il faut savoir si ces efforts auront la suite logique qu'ils comportent. Et, à parler franc, cette suite logique serait en contradiction directe avec le programme du Front populaire. Pour poser nettement la question, neutralité ou assistance mutuelle, il faut choisir.

Assistance mutuelle, c'est le mot d'ordre que le Front populaire a fait résonner à nos oreilles jusqu'à l'obsession, avant, pendant et après la période électorale. Ce mot d'ordre nous était familier ; les politiciens de droite nous y avaient accoutumés. Il constitue à présent toute la doctrine des partis de gauche. Le grand discours de Blum à Genève n'a fait que le développer, l'exposer sous tous ses aspects. Et voici qu'à présent Blum lui-même, non par ses paroles, mais par ses actes, en proclame l'absurdité.

Qu'est-ce qui s'est produit de l'autre côté des Pyrénées, au mois de juillet ? Une agression caractérisée, qui ne peut faire de

doute pour personne. Bien sûr, ce n'est pas une nation qui a attaqué une nation. C'est une caste militaire qui a attaqué un grand peuple. Mais nous n'en sommes que plus directement intéressés à l'issue du conflit. Les libertés du peuple français sont étroitement liées aux libertés du peuple espagnol. Si la doctrine de l'assistance mutuelle était raisonnable, ce serait là l'occasion ou jamais d'intervenir par la force armée, de courir au secours des victimes de l'agression.

On ne l'a pas fait, de peur de mettre en feu l'Europe entière. On a proclamé la neutralité. On a mis l'embargo sur les armes. Nous laissons des camarades bien chers exposer seuls leur vie pour une cause qui est la nôtre aussi bien que la leur. Nous les laissons tomber, le fusil ou la grenade à la main, parce qu'ils doivent remplacer avec leur chair vivante les canons qui leur manquent. Tout cela pour éviter la guerre européenne.

Mais si, le cœur serré, nous avons accepté une pareille situation, qu'on ne s'avise pas par la suite de nous envoyer aux armes quand il s'agira d'un conflit entre nations. Ce que nous n'avons pas fait pour nos chers camarades d'Espagne, nous ne le ferons ni pour la Tchécoslovaquie, ni pour la Russie, ni pour aucun État. En présence du conflit le plus poignant pour nous, nous avons laissé le gouvernement proclamer la neutralité. Qu'il ne s'avise plus par la suite de nous parler d'assistance mutuelle. Devant tous les conflits, quels qu'ils soient, qui pourront éclater sur la surface du globe, nous crierons à notre tour, de toutes nos forces : Neutralité ! Neutralité ! Nous ne pourrons nous pardonner d'avoir accepté la neutralité à l'égard de la tuerie espagnole que si nous faisons tout pour transformer cette attitude en un

précédent qui règle à l'avenir toute la politique extérieure française.

Pourrait-il en être autrement ? Nous regardons presque passivement couler le plus beau sang du peuple espagnol, et nous partirions en guerre pour un quelconque État de l'Europe centrale ! Nous exposons à la défaite, à l'extermination une révolution toute jeune, toute neuve, débordante de vie, riche d'un avenir illimité, et nous partirions en guerre pour ce cadavre de révolution qui a nom U.R.S.S. !

La politique actuelle de neutralité constituerait la pire trahison de la part des organisations ouvrières françaises si elle n'était pas dirigée contre la guerre. Et elle ne peut être efficacement dirigée contre la guerre que si elle est élargie, si le principe de la neutralité se substitue entièrement au principe meurtrier de l'assistance mutuelle. Nous n'avons le droit d'approuver Léon Blum que sous cette condition.

07

Depuis le début de la politique de non-intervention, une préoccupation me pèse sur le cœur. Beaucoup d'autres, certainement, la partagent.

Mon intention n'est pas de me joindre aux violentes attaques, quelques-unes sincères, la plupart perfides, qui se sont abattues sur notre camarade Léon Blum. Je reconnais les nécessités qui déterminent son action. Si dures, si amères qu'elles soient, j'admire le courage moral qui lui a permis de s'y soumettre malgré

toutes les déclamations. Même quand j'étais en Aragon, en Catalogne, au milieu d'une atmosphère de combat, parmi des militants qui n'avaient pas de terme assez sévère pour qualifier la politique de Blum, j'approuvais cette politique. C'est que je me refuse pour mon compte personnel à sacrifier délibérément la paix, même lorsqu'il s'agit de sauver un peuple révolutionnaire menacé d'extermination.

Mais dans presque tous les discours que notre camarade Léon Blum a prononcés depuis le début de la guerre espagnole, je trouve, à côté de formules profondément émouvantes sur la guerre et la paix, d'autres formules qui rendent un son inquiétant. J'ai attendu avec anxiété que des militants responsables réagissent, discutent, posent certaines questions. Je constate que l'atmosphère trouble qui existe à l'intérieur du Front Populaire réduit bien des camarades au silence ou à une expression enveloppée de leur pensée.

Léon Blum ne manque pas une occasion, au milieu des phrases les plus émouvantes, d'exposer en substance ceci : nous voulons la paix, nous la maintiendrons à tout prix, sauf si une agression contre notre territoire ou les territoires garantis par nous nous contraint à la guerre.

Autrement dit, nous ne ferons pas la guerre pour empêcher les ouvriers, les paysans espagnols d'être exterminés par une clique de sauvages plus ou moins galonnés. Mais, le cas échéant, nous ferions la guerre pour l'Alsace-Lorraine, pour le Maroc, pour la Russie, pour la Tchécoslovaquie, et, si un Tardieu quelconque avait signé un pacte d'alliance avec Honolulu, nous ferions la guerre pour Honolulu.

En raison de la sympathie que j'éprouve pour Léon Blum, et surtout à cause des menaces qui pèsent sur tout notre avenir, je donnerais beaucoup pour pouvoir interpréter autrement les formules auxquelles je pense. Mais il n'y a pas d'autre interprétation possible. Les paroles de Blum ne sont que trop claires.

Est-ce que les militants des organisations de gauche et de la C.G.T., est-ce que les ouvriers et les paysans de notre pays acceptent cette position ? Je n'en sais rien. Chacun doit prendre ses responsabilités. En ce qui me concerne, je ne l'accepte pas.

Les ouvriers, les paysans qui, de l'autre côté des Pyrénées, se battent pour défendre leur vie, leur liberté, pour soulever le poids de l'oppression sociale qui les a écrasés si longtemps, pour arriver à prendre en main leur destinée, ne sont liés à la France par aucun traité écrit. Mais tous, C.G.T., parti socialiste, classe ouvrière, nous nous sentons liés à eux par un pacte de fraternité non écrit, par des liens de chair et de sang plus forts que tous les traités. Que pèsent, au regard de cette fraternité unanimement ressentie, les signatures apposées par des Poincaré, des Tardieu, des Laval quelconques sur des papiers qui n'ont jamais été soumis à notre approbation ? Si jamais la somme de souffrances, de sang et de larmes que représente une guerre pouvait se justifier, ce serait lorsqu'un peuple lutte et meurt pour une cause qu'il a le désir de défendre, non pour un morceau de papier dont il n'a jamais eu à connaître.

Léon Blum partage sans doute, sur la question espagnole, les sentiments des masses populaires. On dit que lorsqu'il a parlé de l'Espagne devant les secrétaires de fédérations socialistes, il a pleuré. Très probablement, s'il était dans l'opposition, il prendrait à son compte le mot d'ordre : « des canons pour

l'Espagne ». Ce qui a retenu son élan de solidarité, c'est un sentiment lié à la possession du pouvoir : le sentiment de responsabilité d'un homme qui tient entre ses mains le sort d'un peuple, et qui se voit sur le point de le précipiter dans une guerre. Mais si au lieu des ouvriers et des paysans espagnols une quelconque Tchécoslovaquie était en jeu, serait-il saisi du même sentiment de responsabilité ? Ou bien un certain esprit juridique lui ferait-il croire qu'en pareil cas toute la responsabilité appartient à un morceau de papier ? Cette question est pour chacun de nous une question de vie ou de mort.

La sécurité collective est au programme du Front populaire. À mon avis, quand les communistes accusent Léon Blum d'abandonner, dans l'affaire espagnole, le programme du Front populaire, ils ont raison. Il est vrai que les pactes et autres textes se rapportant à la sécurité collective ne prévoient rien de semblable au conflit espagnol ; c'est qu'on ne s'est jamais attendu à rien de semblable. Mais enfin les faits sont assez clairs. Il y a eu agression, agression militaire caractérisée, quoique sous forme de guerre civile. Des pays étrangers ont soutenu cette agression. Il semblerait normal d'étendre à un cas pareil le principe de la sécurité collective, d'intervenir militairement pour écraser l'armée coupable d'agression. Au lieu de s'orienter dans cette voie, Léon Blum a essayé de limiter le conflit. Pourquoi ? Parce que l'intervention, au lieu de rétablir l'ordre en Espagne, aurait mis le feu à toute l'Europe. Mais il en a toujours été, il en sera toujours de même toutes les fois qu'une guerre locale pose la question de la sécurité collective. Je défie n'importe qui, y compris Léon Blum, d'expliquer pourquoi les raisons qui détournent d'intervenir en Espagne auraient moins de force s'il s'agissait de la Tchécoslovaquie envahie par les Allemands.

Beaucoup de gens ont demandé à Léon Blum de « reconsidérer » sa politique à l'égard de l'Espagne. C'est une position qui se défend. Mais si on ne l'adopte pas, alors, pour être conséquent envers soi-même, il faut demander à Léon Blum d'une part, aux masses populaires de l'autre, de « reconsidérer » le principe de la sécurité collective. Si la non-intervention en Espagne est raisonnable, la sécurité collective est une absurdité, et réciproquement.

Le jour où Léon Blum a décidé de ne pas intervenir en Espagne, il a assumé une lourde responsabilité. Il a décidé alors d'aller, le cas échéant, jusqu'à abandonner nos camarades d'Espagne à une extermination massive. Nous tous qui l'avons soutenu, nous partageons cette responsabilité. Eh bien ! si nous avons accepté de sacrifier les mineurs des Asturies, les paysans affamés d'Aragon et de Castille, les ouvriers libertaires de Barcelone, plutôt que d'allumer une guerre mondiale, rien d'autre au monde ne doit nous amener à allumer la guerre. Rien, ni l'Alsace-Lorraine, ni les colonies, ni les pactes. Il ne sera pas dit que rien au monde nous est plus cher que la vie du peuple espagnol. Ou bien si nous les abandonnons, si nous les laissons massacrer, et si ensuite nous faisons quand même la guerre pour un autre motif, qu'est-ce qui pourra nous justifier à nos propres yeux ?

Est-ce qu'on va se décider, oui ou non, à regarder ces questions en face, à poser dans son ensemble le problème de la guerre et de la paix ? Si nous continuons à éluder le problème, à fermer volontairement les yeux, à répéter des mots d'ordre qui ne résolvent rien, que vienne donc alors la catastrophe mondiale. Tous nous l'aurons méritée par notre lâcheté d'esprit.

08

Nous vivons à une époque où la sécurité relative qu'apporte aux hommes une certaine domination technique sur la nature est largement compensée par les dangers de ruines et de massacres que suscitent les conflits entre groupements humains. Si le péril est si grave, c'est sans doute en partie à cause de la puissance des instruments de destruction que la technique a mis entre nos mains ; mais ces instruments ne partent pas tout seuls, et il n'est pas honnête de vouloir faire retomber sur la matière inerte une situation dont nous portons la pleine responsabilité. Les conflits les plus menaçants ont un caractère commun qui pourrait rassurer des esprits superficiels, mais qui, malgré l'apparence, en constitue le véritable danger ; c'est qu'ils n'ont pas d'objectif définissable. Tout au long de l'histoire humaine, on peut vérifier que les conflits sans comparaison les plus acharnés, sont ceux qui n'ont pas d'objectif. Ce paradoxe, une fois qu'on l'a aperçu clairement, est peut-être une des clefs de l'histoire ; il est sans doute la clef de notre époque.

Quand il y a lutte autour d'un enjeu bien défini, chacun peut peser ensemble la valeur de cet enjeu et les frais probables de la lutte, décider jusqu'où cela vaudra la peine de pousser l'effort ; il n'est même pas difficile en général de trouver un compromis qui vaille mieux, pour chacune des parties adverses, qu'une bataille même victorieuse. Mais quand une lutte n'a pas d'objectif, il n'y a plus de commune mesure, il n'y a plus de balance, plus de proportion, plus de comparaison possible ; un compromis n'est même pas concevable ; l'importance de la bataille se mesure alors uniquement aux sacrifices qu'elle exige, et comme, de ce fait même, les sacrifices déjà accomplis appellent perpétuelle-

ment des sacrifices nouveaux, il n'y aurait aucune raison de s'arrêter de tuer et de mourir, si par bonheur les forces humaines ne finissaient par trouver leur limite. Ce paradoxe est si violent qu'il échappe à l'analyse. Pourtant, tous les hommes dits cultivés en connaissent l'exemple le plus parfait ; mais une sorte de fatalité nous fait lire sans comprendre.

Les Grecs et les Troyens s'entre-massacrèrent autrefois pendant dix ans à cause d'Hélène. Aucun d'entre eux, sauf le guerrier amateur Pâris, ne tenait si peu que ce fût à Hélène ; tous s'accordaient pour déplorer qu'elle fût jamais née. Sa personne était si évidemment hors de proportion avec cette gigantesque bataille qu'aux yeux de tous elle constituait simplement le symbole du véritable enjeu ; mais le véritable enjeu, personne ne le définissait et il ne pouvait être défini, car il n'existait pas. Aussi ne pouvait-on pas le mesurer. On en imaginait simplement l'importance par les morts accomplies et les massacres attendus. Dès lors cette importance dépassait toute limite assignable. Hector pressentait que sa ville allait être détruite, son père et ses frères massacrés, sa femme dégradée par un esclavage pire que la mort ; Achille savait qu'il livrait son père aux misères et aux humiliations d'une vieillesse sans défense ; la masse des gens savait que leurs foyers seraient détruits par une absence si longue ; aucun n'estimait que c'était payer trop cher, parce que tous poursuivaient un néant dont la valeur se mesurait uniquement au prix qu'il fallait payer. Pour faire honte aux Grecs qui proposaient de retourner chacun chez soi, Minerve et Ulysse croyaient trouver un argument suffisant dans l'évocation des souffrances de leurs camarades morts. À trois mille ans de distance, on retrouve dans leur bouche et dans la bouche de Poincaré exactement la même argumentation pour flétrir les propositions de paix blanche. De nos jours, pour

expliquer ce sombre acharnement à accumuler les ruines inutiles, l'imagination populaire a parfois recours aux intrigues supposées des congrégations économiques. Mais il n'y a pas lieu de chercher si loin. Les Grecs du temps d'Homère n'avaient pas de marchands d'airain organisés, ni de Comité de Forgerons. À vrai dire, dans l'esprit des contemporains d'Homère, le rôle que nous attribuons aux mystérieuses oligarchies économiques était tenu par les dieux de la mythologie grecque. Mais pour acculer les hommes aux catastrophes les plus absurdes, il n'est besoin ni de dieux ni de conjurations secrètes. La nature humaine suffit.

Pour qui sait voir, il n'y a pas aujourd'hui de symptôme plus angoissant que le caractère irréel de la plupart des conflits qui se font jour. Ils ont encore moins de réalité que le conflit entre les Grecs et les Troyens. Au centre de la guerre de Troie, il y avait du moins une femme, et qui plus est une femme parfaitement belle. Pour nos contemporains, ce sont des mots ornés de majuscules qui jouent le rôle d'Hélène. Si nous saisissons, pour essayer de le serrer, un de ces mots tout gonflés de sang et de larmes, nous le trouvons sans contenu. Les mots qui ont un contenu et un sens ne sont pas meurtriers. Si parfois l'un d'eux est mêlé à une effusion de sang, c'est plutôt par accident que par fatalité, et il s'agit alors en général d'une action limitée et efficace. Mais qu'on donne des majuscules à des mots vides de signification, pour peu que les circonstances y poussent, les hommes verseront des flots de sang, amoncelleront ruines sur ruines en répétant ces mots, sans pouvoir jamais obtenir effectivement quelque chose qui leur corresponde ; rien de réel ne peut jamais leur correspondre, puisqu'ils ne veulent rien dire. Le succès se définit alors exclusivement par l'écrasement des groupes d'hommes qui se réclament de mots ennemis ; car c'est encore là un caractère de ces mots,

qu'ils vivent par couples antagonistes. Bien entendu, ce n'est pas toujours par eux-mêmes que de tels mots sont vides de sens ; certains d'entre eux en auraient un, si on prenait la peine de les définir convenablement. Mais un mot ainsi défini perd sa majuscule, il ne peut plus servir de drapeau ni tenir sa place dans les cliquetis des mots d'ordre ennemis ; il n'est plus qu'une référence pour aider à saisir une réalité concrète, ou un objectif concret, ou une méthode d'action. Éclaircir les notions, discréditer les mots congénitalement vides, définir l'usage des autres par des analyses précises, c'est là, si étrange que cela puisse paraître, un travail qui pourrait préserver des existences humaines.

Ce travail, notre époque y semble à peu près inapte. Notre civilisation couvre de son éclat une véritable décadence intellectuelle. Nous n'accordons à la superstition, dans notre esprit, aucune place réservée, analogue à la mythologie grecque, et la superstition se venge en envahissant sous le couvert d'un vocabulaire abstrait tout le domaine de la pensée. Notre science contient comme dans un magasin les mécanismes intellectuels les plus raffinés pour résoudre les problèmes les plus complexes, mais nous sommes presque incapables d'appliquer les méthodes élémentaires de la pensée raisonnable. En tout domaine nous semblons avoir perdu les notions essentielles de l'intelligence, les notions de limite, de mesure, de degré, de proportion, de relation, de rapport, de condition, de liaison nécessaire, de connexion entre moyens et résultats. Pour s'en tenir aux affaires humaines, notre univers politique est exclusivement peuplé de mythes et de monstres ; nous n'y connaissons que des entités, que des absolus. Tous les mots du vocabulaire politique et social pourraient servir d'exemple. Nation, sécurité, capitalisme, communisme, fascisme, ordre, autorité, propriété, démocratie, on pourrait les prendre

tous les uns après les autres. Jamais nous ne les plaçons dans des formules telles que : Il y a démocratie dans la mesure où..., ou encore : Il y a capitalisme pour autant que... L'usage d'expressions du type « dans la mesure où » dépasse notre puissance intellectuelle. Chacun de ces mots semble représenter une réalité absolue, indépendante de toutes les conditions, ou un but absolu, indépendant de tous les modes d'action, ou encore un mal absolu ; et en même temps, sous chacun de ces mots nous mettons tour à tour ou même simultanément n'importe quoi. Nous vivons au milieu de réalités changeantes, diverses, déterminées par le jeu mouvant des nécessités extérieures, se transformant en fonction de certaines conditions et dans certaines limites ; mais nous agissons, nous luttons, nous sacrifions nous-mêmes et autrui en vertu d'abstractions cristallisées, isolées, impossibles à mettre en rapport entre elles ou avec les choses concrètes. Notre époque soi-disant technicienne ne sait que se battre contre les moulins à vent.

Aussi n'y a-t-il qu'à regarder autour de soi pour trouver des exemples d'absurdités meurtrières. L'exemple de choix, ce sont les antagonismes entre nations. On croit souvent les expliquer en disant qu'ils dissimulent simplement des antagonismes capitalistes ; mais on oublie un fait qui pourtant crève les yeux, c'est que le réseau de rivalités et de complexités, de luttes et d'alliances capitalistes qui s'étend sur le monde, ne correspond nullement à la division du monde en nations. Le jeu des intérêts peut opposer entre eux deux groupements français, et unir chacun d'eux à un groupement allemand. L'industrie allemande de transformation peut être considérée avec hostilité par les entreprises françaises de mécanique ; mais il est à peu près indifférent aux compagnies minières que le fer de Lorraine soit transformé

en France ou en Allemagne, et les vignerons, les fabricants d'articles de Paris et autres sont intéressés à la prospérité de l'industrie allemande. Ces vérités élémentaires rendent inintelligible l'explication courante des rivalités entre nations. Si l'on dit que le nationalisme recouvre toujours des appétits capitalistes, on devrait dire les appétits de qui. Des Houillères ? De la grosse métallurgie ? De la construction mécanique ? De l'Électricité ? Du Textile ? Des Banques ? Ce ne peut être tout cela ensemble, car les intérêts ne concordent pas ; et si on a en vue une fraction du capitalisme, encore faudrait-il expliquer pourquoi cette fraction s'est emparée de l'État. Il est vrai que la politique d'un État coïncide toujours à un moment donné avec les intérêts d'un secteur capitaliste quelconque ; on a ainsi une explication passe-partout qui du fait même de son insuffisance s'applique à n'importe quoi. Étant donné la circulation internationale du capital, on ne voit pas non plus pourquoi un capitaliste rechercherait plutôt la protection de son propre État que d'un État étranger, ou exercerait plus difficilement les moyens de pression et de séduction dont il dispose sur les hommes d'État étrangers que sur ses compatriotes. La structure de l'Économie mondiale ne correspond à la structure politique du monde que pour autant que les États exercent leur autorité en matière économique ; mais aussi le sens dans lequel s'exerce cette autorité ne peut pas s'expliquer par le simple jeu des intérêts économiques. Quand on examine le contenu du mot : intérêt national, on n'y trouve même pas l'intérêt des entreprises capitalistes. « On croit mourir pour la patrie, disait Anatole France ; on meurt pour des industriels. » Ce serait encore trop beau. On ne meurt même pas pour quelque chose d'aussi substantiel, d'aussi tangible qu'un industriel.

L'intérêt national ne peut se définir ni par un intérêt commun des grandes entreprises industrielles, commerciales ou bancaires d'un pays, car cet intérêt commun n'existe pas, ni par la vie, la liberté et le bien-être des citoyens, car on les adjure continuellement de sacrifier leur bien-être, leur liberté et leur vie à l'intérêt national. En fin de compte, si on examine l'histoire moderne, on arrive à la conclusion que l'intérêt national, c'est pour chaque État la capacité de faire la guerre. En 1911 la France a failli faire la guerre pour le Maroc ; mais pourquoi le Maroc était-il si important ? À cause de la réserve de chair à canon que devait constituer l'Afrique du Nord, à cause de l'intérêt qu'il y a pour un pays, du point de vue de la guerre, à rendre son économie aussi indépendante que possible par la possession de matières premières et de débouchés. Ce qu'un pays appelle intérêt économique vital, ce n'est pas ce qui permet à ses citoyens de vivre, c'est ce qui lui permet de faire la guerre ; le pétrole est bien plus propre à susciter les conflits internationaux que le blé. Ainsi, quand on fait la guerre, c'est pour conserver ou pour accroître les moyens de la faire. Toute la politique internationale roule autour de ce cercle vicieux. Ce qu'on nomme prestige national consiste à agir de manière à toujours donner l'impression aux autres pays qu'éventuellement on est sûr de les vaincre, afin de les démoraliser. Ce qu'on nomme sécurité nationale, c'est un état de choses chimérique où l'on conserverait la possibilité de faire la guerre en en privant tous les autres pays. Somme toute, une nation qui se respecte est prête à tout, y compris la guerre, plutôt que de renoncer à faire éventuellement la guerre. Mais pourquoi faut-il pouvoir faire la guerre ? On ne le sait pas plus que les Troyens ne savaient pourquoi ils devaient garder Hélène. C'est pour cela que la bonne volonté des hommes d'État amis de la paix est si peu efficace. Si les

pays étaient divisés par des oppositions réelles d'intérêts, on pourrait trouver des compromis satisfaisants. Mais quand les intérêts économiques et politiques n'ont de sens qu'en vue de la guerre, comment les concilier d'une manière pacifique ? C'est la notion même de nation qu'il faudrait supprimer. Ou plutôt c'est l'usage de ce mot : car le mot national et les expressions dont il fait partie sont vides de toute signification, ils n'ont pour contenu que les millions de cadavres, les orphelins, les mutilés, le désespoir, les larmes.

Un autre exemple admirable d'absurdité sanglante, c'est l'opposition entre fascisme et communisme. Le fait que cette opposition détermine aujourd'hui pour nous une double menace de guerre civile et de guerre mondiale est peut-être le symptôme de carence intellectuelle le plus grave parmi tous ceux que nous pouvons constater autour de nous. Car si on examine le sens qu'ont aujourd'hui ces deux termes, on trouve deux conceptions politiques et sociales presque identiques. De part et d'autre, c'est la même mainmise de l'État sur presque toutes les formes de vie individuelle et sociale ; la même militarisation forcenée ; la même unanimité artificielle, obtenue par la contrainte, au profit d'un parti unique qui se confond avec l'État et se définit par cette confusion ; le même régime de servage imposé par l'État aux masses laborieuses à la place du salariat classique. Il n'y a pas deux nations dont la structure soit plus semblable que l'Allemagne et la Russie, qui se menacent mutuellement d'une croisade internationale et feignent chacune de prendre l'autre pour la Bête de l'Apocalypse. C'est pourquoi on peut affirmer sans crainte que l'opposition entre fascisme et communisme n'a rigoureusement aucun sens. Aussi la victoire du fascisme ne peut-elle se définir que par l'extermination des communistes, et la victoire

du communisme que par l'extermination des fascistes. Il va de soi que dans ces conditions, l'antifascisme et l'anticommunisme sont eux aussi dépourvus de sens. La position des antifascistes, c'est : Tout plutôt que le fascisme ; tout, y compris le fascisme sous le nom de communisme. La position des anticommunistes, c'est : Tout plutôt que le communisme ; tout, y compris le communisme sous le nom de fascisme. Pour cette belle cause, chacun, dans les deux camps, est résigné d'avance à mourir, et surtout à tuer. Pendant l'été de 1932, à Berlin, il se formait fréquemment dans la rue un petit attroupement autour de deux ouvriers ou petits bourgeois, l'un communiste, l'autre nazi, qui discutaient ensemble ; ils constataient toujours au bout d'un temps donné qu'ils défendaient rigoureusement le même programme, et cette constatation leur donnait le vertige, mais augmentait encore chez chacun d'eux la haine contre un adversaire si essentiellement ennemi qu'il restait ennemi en exposant les mêmes idées. Depuis, quatre années et demie se sont écoulées ; les communistes allemands sont encore torturés par les nazis dans les camps de concentration, et il n'est pas sûr que la France ne soit pas menacée d'une guerre d'extermination entre antifascistes et anticommunistes. Si une telle guerre avait lieu, la guerre de Troie serait un modèle de bon sens en comparaison ; car même si on admet avec un poète grec qu'il y avait seulement à Troie le fantôme d'Hélène, le fantôme d'Hélène est encore une réalité substantielle à côté de l'opposition entre fascisme et communisme.

L'opposition entre dictature et démocratie, qui s'apparente à celle entre ordre et liberté, est, elle au moins, une opposition véritable. Cependant elle perd son sens si on en considère chaque terme comme une entité, ce qu'on fait le plus souvent de nos jours, au lieu de le prendre comme une référence permettant de

mesurer les caractéristiques d'une structure sociale. Il est clair qu'il n'y a nulle part ni dictature absolue, ni démocratie absolue, mais que l'organisme social est toujours et partout un composé de démocratie et de dictature, avec des degrés différents ; il est clair aussi que le degré de la démocratie se définit par les rapports qui lient les différents rouages de la machine sociale, et dépend des conditions qui déterminent le fonctionnement de cette machine ; c'est donc sur ces rapports et sur ces conditions, qu'il faut essayer d'agir. Au lieu de quoi on considère en général qu'il y a des groupements humains, nations ou partis, qui incarnent intrinsèquement la dictature ou la démocratie, de sorte que, selon qu'on est porté par tempérament à tenir surtout à l'ordre ou surtout à la liberté, on est obsédé du désir d'écraser les uns ou les autres de ces groupements. Beaucoup de Français croient de bonne foi par exemple qu'une victoire militaire de la France sur l'Allemagne serait une victoire de la démocratie. À leurs yeux, la liberté réside dans la nation française et la tyrannie dans la nation allemande, à peu près comme pour les contemporains de Molière une vertu dormitive résidait dans l'opium. Si un jour les nécessités dites « de la défense nationale » font de la France un camp retranché où toute la nation soit entièrement soumise à l'autorité militaire, et si la France ainsi transformée entre en guerre avec l'Allemagne, ces Français se feront tuer, non sans avoir tué le plus possible d'Allemands, avec l'illusion touchante de verser leur sang pour la démocratie. Il ne leur vient pas à l'esprit que la dictature a pu s'installer en Allemagne à la faveur d'une situation déterminée ; et que susciter pour l'Allemagne une autre situation qui rende possible un certain relâchement de l'autorité étatique serait peut-être plus efficace que de tuer les petits gars de Berlin et de Hambourg.

Pour prendre un autre exemple, si on ose exposer devant un homme de parti l'idée d'un armistice en Espagne, il répondra avec indignation, si c'est un homme de droite, qu'il faut lutter jusqu'au bout pour la victoire de l'ordre et l'écrasement des fauteurs d'anarchie ; il répondra avec non moins d'indignation, si c'est un homme de gauche, qu'il faut lutter jusqu'au bout pour la liberté du peuple, pour le bien-être des masses laborieuses, pour l'écrasement des oppresseurs et des exploiteurs. Le premier oublie qu'aucun régime politique, quel qu'il soit, ne comporte de désordres qui puissent égaler de loin ceux de la guerre civile, avec les destructions systématiques, les massacres en série sur la ligne de feu, le relâchement de la production, les centaines de crimes individuels commis quotidiennement dans les deux camps du fait que n'importe quel voyou a un fusil en main. L'homme de gauche oublie de son côté que, même dans le camp des siens, les nécessités de la guerre civile, l'état de siège, la militarisation du front et de l'arrière, la terreur policière, la suppression de toute limitation à l'arbitraire, de toute garantie individuelle, suppriment la liberté bien plus radicalement que ne ferait l'accession au pouvoir d'un parti d'extrême droite ; il oublie que les dépenses de guerre, les ruines, le ralentissement de la production condamnent le peuple, et pour longtemps, à des privations bien plus cruelles que ne feraient ses exploiteurs. L'homme de droite et l'homme de gauche oublient tous deux que de longs mois de guerre civile ont peu à peu amené dans les deux camps un régime presque identique. Chacun des deux a perdu son idéal sans s'en apercevoir, en lui substituant une entité vide ; pour chacun des deux, la victoire de ce qu'il nomme encore son idée ne peut plus se définir que par l'extermination de l'adversaire ; et chacun des deux, si on lui parle de paix, répondra avec mépris par l'argument-massue, l'ar-

gument de Minerve dans Homère, l'argument de Poincaré en 1917 : « Les morts ne le veulent pas. »

*

Ce qu'on nomme de nos jours, d'un terme qui demanderait des précisions, la lutte des classes, c'est de tous les conflits qui opposent des groupements humains le mieux fondé, le plus sérieux, on pourrait peut-être dire le seul sérieux ; mais seulement dans la mesure où n'interviennent pas là des entités imaginaires qui empêchent toute action dirigée, font porter les efforts dans le vide, et entraînent le danger de haines inexpiables, de folles destructions, de tueries insensées. Ce qui est légitime, vital, essentiel, c'est la lutte éternelle de ceux qui obéissent contre ceux qui commandent, lorsque le mécanisme du pouvoir social entraîne l'écrasement de la dignité humaine chez ceux d'en bas. Cette lutte est éternelle parce que ceux qui commandent tendent toujours, qu'ils le sachent ou non, à fouler aux pieds la dignité humaine au-dessous d'eux. La fonction de commandement, pour autant qu'elle s'exerce, ne peut pas, sauf cas particuliers, respecter l'humanité dans la personne des agents d'exécution. Si elle s'exerce comme si les hommes étaient des choses, et encore sans aucune résistance, elle s'exerce inévitablement sur des choses exceptionnellement ductiles ; car l'homme soumis à la menace de mort, qui est en dernière analyse la sanction suprême de toute autorité, peut devenir plus maniable que la matière inerte. Aussi longtemps qu'il y aura une hiérarchie sociale stable, quelle qu'en puisse être la forme, ceux d'en bas devront lutter pour ne pas perdre tous les droits d'un être humain. D'autre part la résistance de ceux d'en haut, si elle apparaît d'ordinaire comme contraire à la justice, repose elle aussi sur des motifs concrets. D'abord des

motifs personnels ; sauf le cas d'une générosité assez rare, les privilégiés répugnent à perdre une part de leurs privilèges matériels ou moraux. Mais aussi des motifs plus élevés. Ceux qui sont investis des fonctions de commandement se sentent la mission de défendre l'ordre indispensable à toute vie sociale, et ils ne conçoivent pas d'autre ordre passible que celui qui existe. Ils n'ont pas entièrement tort, car jusqu'à ce qu'un autre ordre ait été en fait établi, on ne peut affirmer avec certitude qu'il sera possible ; c'est justement pourquoi il ne peut y avoir progrès social que si la pression d'en bas est suffisante pour changer effectivement les rapports de force, et contraindre ainsi à établir en fait des relations sociales nouvelles. La rencontre entre la pression d'en bas et la résistance d'en haut suscite ainsi continuellement un équilibre instable, qui définit à chaque instant la structure d'une société. Cette rencontre est une lutte, mais elle n'est pas une guerre ; elle peut se transformer en guerre dans certaines circonstances, mais il n'y a là aucune fatalité. L'Antiquité ne nous a pas seulement légué l'histoire des massacres interminables et inutiles autour de Troie, elle nous a laissé également l'histoire de l'action énergique et unanime par laquelle les plébéiens de Rome, sans verser une goutte de sang, sont sortis d'une condition qui touchait à l'esclavage et ont obtenu comme garantie de leurs droits nouveaux l'institution des tribuns. C'est exactement de la même manière que les ouvriers français, par l'occupation des usines, mais sans violences, ont imposé la reconnaissance de quelques droits élémentaires, et comme garantie de ces droits l'institution de délégués élus.

*

La Rome primitive avait pourtant sur la France moderne un sérieux avantage. Elle ne connaissait en matière sociale ni abstractions, ni entités, ni mots à majuscule, ni mots en isme ; rien de ce qui risque chez nous d'annuler les efforts les plus soutenus, ou de faire dégénérer la lutte sociale en une guerre aussi ruineuse, aussi sanglante, aussi absurde de n'importe quel point de vue que la guerre entre nations. On peut prendre presque tous les termes, toutes les expressions de notre vocabulaire politique, et les ouvrir ; au centre on trouvera le vide. Que peut bien vouloir dire par exemple le mot d'ordre, si populaire pendant les élections, de « lutte contre les trusts » ? Un trust, c'est un monopole économique placé aux mains de puissances d'argent, et dont elles usent non pas au mieux de l'intérêt public, mais de manière à accroître leur pouvoir. Qu'est-ce qu'il y a de mauvais là-dedans ? C'est le fait qu'un monopole sert d'instrument à une volonté de puissance étrangère au bien public. Or, ce n'est pas ce fait qu'on cherche à supprimer, mais le fait, indifférent en lui-même, que cette volonté de puissance est celle d'une oligarchie économique. On propose de substituer à ces oligarchies l'État, qui a lui aussi sa volonté de puissance tout aussi étrangère au bien public ; encore s'agit-il pour l'État de puissance non plus économique mais militaire, et par suite bien plus dangereuse pour les braves gens qui aiment à vivre. Réciproquement, du côté bourgeois, que peut-on bien entendre par l'hostilité à l'étatisme économique, alors qu'on admet les monopoles privés, qui comportent tous les inconvénients économiques et techniques des monopoles d'État, et peut-être d'autres encore ? On pourrait faire une longue liste de mots d'ordre ainsi groupés deux par deux, et également illusoires. Ceux-là sont relativement inoffensifs, mais ce n'est pas le cas pour tous.

*

Ainsi que peuvent bien avoir dans l'esprit ceux pour qui le mot « capitalisme » représente le mal absolu ? Nous vivons dans une société qui comporte des formes de contrainte et d'oppression trop souvent écrasantes pour les masses d'êtres humains qui les subissent, des inégalités très douloureuses, quantité de tortures inutiles. D'autre part, cette société se caractérise, du point de vue économique, par certains modes de production, de consommation, d'échange, qui sont d'ailleurs en transformation perpétuelle et qui dépendent de quelques rapports fondamentaux entre la production et la circulation des marchandises, entre la circulation des marchandises et la monnaie, entre la monnaie et la production, entre la monnaie et la consommation. Cet ensemble de phénomènes économiques divers et changeants, on le cristallise arbitrairement en une abstraction impossible à définir, et on rapporte à cette abstraction, sous le nom de capitalisme, toutes les souffrances qu'on subit ou qu'on constate autour de soi. À partir de là, il suffit qu'un homme ait du caractère pour qu'il dévoue sa vie à la destruction du capitalisme, ou, ce qui revient au même, à la révolution ; car ce mot de révolution n'a aujourd'hui que cette signification purement négative.

Comme la destruction du capitalisme n'a aucun sens, du fait que le capitalisme est une abstraction, comme elle n'implique pas un certain nombre de modifications précises apportées au régime — de telles modifications sont traitées dédaigneusement de « réformes » — elle peut seulement signifier l'écrasement des capitalistes et plus généralement de tous ceux qui ne se déclarent pas contre le capitalisme. Il est apparemment plus facile de tuer, et même de mourir, que de se poser quelques questions bien

simples, telles que celles-ci : les lois, les conventions, qui régissent actuellement la vie économique, forment-elles un système ? Dans quelle mesure y a-t-il connexion nécessaire entre tel ou tel phénomène économique et les autres ? Jusqu'à quel point la modification de telle ou telle de ces lois économiques se répercuterait-elle sur les autres ? Dans quelle mesure les souffrances imposées par les rapports sociaux de notre époque dépendent-elles de telle ou telle convention de notre vie économique ; dans quelle mesure de l'ensemble de toutes ces conventions ? Dans quelle mesure ont-elles pour causes d'autres facteurs, soit des facteurs durables qui persisteraient après la transformation de notre organisation économique, soit au contraire des facteurs qu'on pourrait supprimer sans mettre fin à ce qu'on nomme le régime ? Quelles souffrances nouvelles, soit passagères, soit permanentes, impliquerait nécessairement la méthode à mettre en œuvre pour une telle transformation ? Quelles souffrances nouvelles risquerait d'apporter la nouvelle organisation sociale que l'on instituerait ? Si l'on étudiait sérieusement ces problèmes, on pourrait peut-être arriver à avoir quelque chose dans l'esprit quand on dit que le capitalisme est un mal ; mais il ne s'agirait que d'un mal relatif, et une transformation du régime social ne pourrait être proposée qu'en vue de parvenir à un moindre mal. Encore ne devrait-il s'agir que d'une transformation déterminée.

*

Toute cette critique pourrait tout aussi bien s'appliquer à l'autre camp, en remplaçant la préoccupation des souffrances infligées aux couches sociales d'en bas par le souci de l'ordre à sauvegarder, et le désir de transformation par le désir de conservation. Les bourgeois assimilent volontiers à des fauteurs de

désordre tous ceux qui envisagent la fin du capitalisme, et même parfois ceux qui désirent le réformer, parce qu'ils ignorent dans quelle mesure et en fonction de quelles circonstances les divers rapports économiques dont l'ensemble forme ce qu'on appelle actuellement capitalisme peuvent être considérés comme des conditions de l'ordre. Beaucoup d'entre eux, ne sachant pas quelle modification peut être ou non dangereuse, préfèrent tout conserver, sans se rendre compte que la conservation parmi des circonstances changeantes constitue elle-même une modification dont les conséquences peuvent être des désordres. La plupart invoquent les lois économiques aussi religieusement que s'il s'agissait des lois non écrites d'Antigone, alors qu'ils les voient quotidiennement changer sous leurs yeux. Pour eux aussi, la conservation du régime capitaliste est une expression vide de sens, puisqu'ils ignorent ce qu'il faut conserver, sous quelles conditions, dans quelle mesure ; elle ne peut signifier pratiquement que l'écrasement de tous ceux qui parlent de la fin du régime. La lutte entre adversaires et défenseurs du capitalisme, cette lutte entre novateurs qui ne savent pas quoi innover et conservateurs qui ne savent pas quoi conserver, est une lutte aveugle d'aveugles, une lutte dans le vide, et qui pour cette raison même risque de tourner en extermination. On peut faire les mêmes remarques pour la lutte qui se déroule dans le cadre plus restreint des entreprises industrielles. Un ouvrier, en général, rapporte instinctivement au patron toutes les souffrances qu'il subit dans l'usine ; il ne se demande pas si dans tout autre système de propriété la direction de l'entreprise ne lui infligerait pas encore une partie des mêmes souffrances, ou bien peut-être des souffrances identiques, ou peut-être même des souffrances accrues ; il ne se demande pas non plus quelle part de ces souffrances on pourrait supprimer, en

en faisant disparaître les causes, sans toucher au système de propriété actuel. Pour lui, la lutte « contre le patron » se confond avec la protestation irrépressible de l'être humain écrasé par une vie trop dure. Le patron, de son côté, se préoccupe avec raison de son autorité. Seulement, le rôle de l'autorité patronale consiste exclusivement à indiquer les fabrications, coordonner au mieux les travaux partiels, contrôler, en recourant à une certaine contrainte, la bonne exécution du travail ; tout régime de l'entreprise, quel qu'il soit, où cette coordination et ce contrôle peuvent être convenablement assurés, accorde une part suffisante à l'autorité patronale. Pour le patron, cependant, le sentiment qu'il a de son autorité dépend avant tout d'une certaine atmosphère de soumission et de respect qui n'a pas nécessairement de rapport avec la bonne exécution du travail ; et surtout, quand il s'aperçoit d'une révolte latente ou ouverte parmi son personnel, il l'attribue toujours à quelques individus, alors qu'en réalité la révolte, soit bruyante, soit silencieuse, agressive ou refoulée par le désespoir, est inséparable de toute existence physiquement ou moralement accablante. Si, pour l'ouvrier, la lutte « contre le patron » se confond avec le sentiment de la dignité, pour le patron la lutte contre les « meneurs » se confond avec le souci de sa fonction et la conscience professionnelle ; dans les deux cas il s'agit d'efforts à vide, et qui par suite ne sont pas susceptibles d'être renfermés dans une limite raisonnable. Alors qu'on constate que les grèves qui se déroulent autour de revendications déterminées aboutissent sans trop de mal à un arrangement, on a pu voir des grèves qui ressemblaient à des guerres en ce sens que ni d'un côté ni de l'autre la lutte n'avait d'objectif ; des grèves où l'on ne pouvait apercevoir rien de réel ni de tangible, rien, excepté l'arrêt de la production, la détérioration des machines, la misère, la

faim, les larmes des femmes, la sous-alimentation des enfants ; et l'acharnement de part et d'autre était tel qu'elles donnaient l'impression de ne jamais devoir finir. Dans de pareils événements, la guerre civile existe déjà en germe.

*

Si l'on analysait de cette manière tous les mots, toutes les formules qui ont ainsi suscité, au long de l'histoire humaine, l'esprit de sacrifice et la cruauté tout ensemble, on les trouverait tous sans doute pareillement vides. Pourtant, toutes ces entités avides de sang humain doivent bien avoir un rapport quelconque avec la vie réelle. Elles en ont un en effet. Il n'y avait peut-être à Troie que le fantôme d'Hélène, mais l'armée grecque et l'armée troyenne n'étaient pas des fantômes ; de même, si le mot de nation et les expressions dont il fait partie sont vides de sens, les différents États, avec leurs bureaux, leurs prisons, leurs arsenaux, leurs casernes, leurs douanes, sont bien réels. La distinction théorique entre les deux formes de régime totalitaire, fascisme et communisme, est imaginaire, mais en Allemagne, en 1932, il existait bien effectivement deux organisations politiques dont chacune aspirait au pouvoir total et par suite à l'élimination de l'autre. Un parti démocratique peut devenir peu à peu un parti de dictature, mais il n'en reste pas moins distinct du parti dictatorial qu'il s'efforce d'écraser ; la France peut, en vue de se défendre contre l'Allemagne, se soumettre à son tour à un régime totalitaire, l'État français et l'État allemand resteront néanmoins deux États distincts. Destruction et conservation du capitalisme sont des mots d'ordre sans contenu, mais des organisations sont groupées derrière ces mots d'ordre. À chaque abstraction vide correspond un groupement humain. Les abstractions dont ce

n'est pas le cas restent inoffensives ; réciproquement les groupements qui n'ont pas sécrété d'entités ont des chances de n'être pas dangereux. Jules Romains a magnifiquement représenté cette espèce particulière de sécrétion quand il a mis dans la bouche de Knock la formule : « Au-dessus de l'intérêt du malade et de l'intérêt du médecin, il y a l'intérêt de la médecine. » C'est là un mot de comédie, simplement parce qu'il n'est pas sorti encore des syndicats des médecins une entité de ce genre ; de pareilles entités procèdent toujours d'organismes qui ont pour caractère commun de détenir un pouvoir ou de viser au pouvoir. Toutes les absurdités qui font ressembler l'histoire à un long délire ont leur racine dans une absurdité essentielle, la nature du pouvoir. La nécessité qu'il y ait un pouvoir est tangible, palpable, parce que l'ordre est indispensable à l'existence ; mais l'attribution du pouvoir est arbitraire, parce que les hommes sont semblables ou peu s'en faut ; or elle ne doit pas apparaître comme arbitraire, sans quoi il n'y a plus de pouvoir. Le prestige, c'est-à-dire l'illusion, est ainsi au cœur même du pouvoir. Tout pouvoir repose sur des rapports entre les activités humaines ; mais un pouvoir, pour être stable, doit apparaître comme quelque chose d'absolu, d'intangible, à ceux qui le détiennent, à ceux qui le subissent, aux pouvoirs extérieurs. Les conditions de l'ordre sont essentiellement contradictoires, et les hommes semblent avoir le choix entre l'anarchie qui accompagne les pouvoirs faibles et les guerres de toutes sortes suscitées par le souci du prestige.

Traduites dans le langage du pouvoir, les absurdités énumérées ici cessent d'apparaître comme telles. N'est-il pas naturel que chaque État définisse l'intérêt national par la capacité de faire la guerre, puisqu'il est entouré d'autres États capables, s'ils le voient faible, de le subjuguer par les armes ? On ne voit pas de

milieu entre tenir sa place dans la course à la préparation de la guerre, ou être prêts à subir n'importe quoi de la part d'autres États armés. Le désarmement général ne supprimerait cette difficulté que s'il était complet, ce qui est à peine concevable. D'autre part un État ne peut pas paraître faible devant l'étranger sans risquer de donner aussi à ceux qui lui obéissent la tentation de secouer un peu son autorité. Si Priam et Hector avaient rendu Hélène aux Grecs, ils auraient risqué de leur inspirer d'autant plus le désir de saccager une ville apparemment si mal préparée à se défendre ; ils auraient risqué aussi un soulèvement général à Troie ; non pas parce que la restitution d'Hélène aurait indigné les Troyens, mais parce qu'elle leur aurait donné à penser que les hommes auxquels ils obéissaient n'étaient pas tellement puissants. Si en Espagne l'un des deux camps donnait l'impression de désirer la paix, d'abord il encouragerait les ennemis, il en augmenterait la valeur offensive ; et puis il risquerait des soulèvements parmi les siens. De même, pour un homme qui n'est engagé ni dans le bloc anticommuniste ni dans le bloc antifasciste, le heurt de deux idéologies presque identiques peut paraître ridicule ; mais dès lors que ces blocs existent, ceux qui se trouvent dans l'un des deux considèrent nécessairement l'autre comme le mal absolu, parce qu'il les écrasera s'ils ne sont pas les plus forts ; les chefs doivent de part et d'autre paraître prêts à écraser l'ennemi pour conserver leur autorité sur leurs troupes ; et quand ces blocs ont atteint une certaine puissance, la neutralité devient une position pratiquement presque intenable. De même encore lorsque dans une hiérarchie sociale quelconque ceux d'en bas craignent d'être totalement écrasés s'ils ne dépossèdent pas leurs supérieurs, et si les uns ou les autres deviennent alors assez forts pour n'avoir plus à craindre, ils ne résistent pas à l'ivresse de la

puissance stimulée par la rancune. D'une manière générale, tout pouvoir est essentiellement fragile ; il doit donc se défendre, sans quoi comment y aurait-il dans la vie sociale un minimum de stabilité ? Mais l'offensive apparaît presque toujours, à tort ou à raison, comme l'unique tactique défensive, et cela de tous côtés. Il est naturel d'ailleurs que ce soient surtout les différends imaginaires qui suscitent des conflits inexpiables, parce qu'ils se posent uniquement sur le plan du pouvoir et du prestige. Il est peut-être plus facile à la France d'accorder à l'Allemagne des matières premières que quelques arpents de terre baptisés colonie, plus facile à l'Allemagne de se passer de matières premières que du mot de colonie. La contradiction essentielle à la société humaine, c'est que toute situation sociale repose sur un équilibre de forces, un équilibre de pressions analogue à l'équilibre des fluides ; mais les prestiges, eux, ne s'équilibrent pas, le prestige ne comporte pas de limites, toute satisfaction de prestige est une atteinte au prestige ou à la dignité d'autrui. Or le prestige est inséparable du pouvoir. Il semble qu'il y ait là une impasse dont l'humanité ne puisse sortir que par miracle. Mais la vie humaine est faite de miracles. Qui croirait qu'une cathédrale gothique pût tenir debout, si on ne le constatait tous les jours ? Puisque en fait il n'y a pas toujours guerre, il n'y a pas impossibilité à ce qu'il y ait indéfiniment la paix. Un problème posé avec toutes ses données réelles est bien près d'être résolu. On n'a encore jamais posé ainsi le problème de la paix internationale et civile.

*

C'est le nuage des entités vides qui empêche non seulement d'apercevoir les données du problème, mais même de sentir qu'il y a un problème à résoudre et non une fatalité à subir. Elles stu-

péfient les esprits ; non seulement elles font mourir, mais, ce qui est infiniment plus grave, elles font oublier la valeur de la vie. La chasse aux entités dans tous les domaines de la vie politique et sociale est une œuvre urgente de salubrité publique. Ce n'est pas une chasse facile ; toute l'atmosphère intellectuelle de notre époque favorise la floraison et la multiplication des entités. On peut se demander si en réformant les méthodes d'enseignement et de vulgarisation scientifique, et en chassant la superstition grossière qui s'y est installée à la faveur d'un vocabulaire artificiel, en rendant aux esprits le bon usage des locutions du type dans la mesure où, pour autant que, à condition que, par rapport à, en discréditant tous les raisonnements vicieux qui reviennent à faire admettre qu'il y a dans l'opium une vertu dormitive, on ne rendrait pas à nos contemporains un service pratique de premier ordre. Une élévation générale du niveau intellectuel favoriserait singulièrement tout effort d'éclaircissement pour dégonfler les causes imaginaires de conflit. Certes nous ne manquons pas de gens pour prêcher l'apaisement dans tous les domaines ; mais en général ces sermons ont pour objet non d'éveiller les intelligences et d'éliminer les faux conflits, mais d'endormir et d'étouffer les conflits réels. Les beaux parleurs qui, en déclamant sur la paix internationale, comprennent par cette expression le maintien indéfini du statu quo au profit exclusif de l'État français, ceux qui, en recommandant la paix sociale, entendent conserver les privilèges intacts ou du moins subordonner toute modification au bon vouloir des privilégiés, ceux-là sont les ennemis les plus dangereux de la paix internationale et civile. Il ne s'agit pas d'immobiliser artificiellement des rapports de force essentiellement variables, et que ceux qui souffrent chercheront toujours à faire varier ; il s'agit de discriminer l'imaginaire et le réel pour diminuer les

risques de guerre sans renoncer à la lutte, dont Héraclite disait qu'elle est la condition de la vie.

Sources et licence

Texte : https://fr.wikisource.org/wiki/L%E2%80%99Espagnole. Domaine public ; transcription Wikisource CC BY-SA 4.0. Mise en forme : liregratuitement.com. Tout ce que nous ajoutons reste libre.